

# Objectif Oman

Septembre 2021



## FAITS SAILLANTS

- *Nouvelle réglementation relative à l'achat de biens immobiliers par des résidents expatriés*
- *Finances publiques : accroissement du déficit au 1<sup>er</sup> semestre 2021*
- *Recul des échanges commerciaux entre la France et Oman*
- *Hydrocarbures : PDO démarre ses activités de production sur le site de Yibal Khuff*

## CLIMAT DES AFFAIRES

### **Point de situation sur la gestion de la crise sanitaire du Covid-19**

Le ralentissement de l'épidémie de Covid-19 au Sultanat d'Oman s'est confirmé au mois de septembre, avec près d'une quarantaine de nouveaux cas avérés par jour en moyenne et moins d'un décès quotidien d'après l'Organisation mondiale de la santé. Concernant la campagne vaccinale, 65,6% de la population auraient reçu au moins une dose – à la date du 26 septembre – selon les autorités omanaises et 46,4% bénéficieraient d'un schéma vaccinal complet. Toutes les écoles ont par ailleurs été autorisées à rouvrir leurs portes en septembre, après près d'un an et demi de fermeture.

### **Nouvelle réglementation relative à l'achat de biens immobiliers par des résidents expatriés**

Le ministère du Logement et de l'urbanisme a dévoilé la nouvelle réglementation encadrant l'achat de biens immobiliers au Sultanat d'Oman par des résidents expatriés. Cédés pour une période de 50 ans, renouvelable jusqu'à un maximum de 99 ans (usufruit longue durée), ces biens doivent impérativement être situés dans des immeubles récents (< 4 ans) disposant d'au moins 4 étages et localisés dans certaines zones prédéfinies par les autorités (quartiers de Bausher, Al Seeb et Al Amerat s'agissant du gouvernorat de Mascate).

Le prix d'achat minimum du bien est de plus fixé à 45 000 OMR (117 000 USD) au sein du gouvernorat de Mascate et à 35 000 OMR (91 000 USD) dans le reste du pays (liste des zones autorisées en attente). Un maximum de 40% des appartements d'un même immeuble pourra par ailleurs être détenu par des résidents non-omanais, mais les acheteurs d'une même nationalité ne pourront pas posséder plus de 20% de l'immeuble.

Seuls les résidents non-omanais, âgés de 23 ans au moins et disposant d'un permis de travail depuis déjà 2 ans, sont en outre éligibles à cette procédure d'acquisition de bien en Oman. Un résident étranger ne pourra toutefois détenir qu'un seul bien immobilier au Sultanat et sera soumis à un délai de 4 ans avant de pouvoir le louer ou s'en séparer, sauf en cas de départ du pays. En l'état actuel, aucun visa de résident ne sera délivré au motif de cet achat, contrairement aux acquisitions réalisées par des étrangers dans les complexes touristiques intégrés (ITC).

### **Visite d'une délégation d'affaires saoudienne en Oman**

Quelques semaines après le déplacement du Sultan S.M. Haitham Bin Tariq en Arabie saoudite, une délégation de représentants d'agences gouvernementales et d'entreprises saoudiennes conduite par le ministre de l'Investissement Khalid Al Falih s'est rendue en Oman fin août pour une durée de trois jours. Destiné à favoriser le renforcement de la coopération économique bilatérale, ce déplacement s'est notamment articulé autour de l'organisation d'un forum d'investissement omano-saoudien, ainsi que des visites des zones économiques spéciales et industrielles de Duqm, Sohar et Rusayl.

Plusieurs opportunités d'investissement et projets de coopération ont notamment été évoqués dans les secteurs du tourisme, de la pêche, du transport, de la logistique, de l'énergie et de la pétrochimie. Selon le ministre saoudien de l'Investissement, 1235 investisseurs saoudiens seraient d'ores et déjà actifs en Oman et 320 entreprises omanaises auraient investi en Arabie saoudite. Les échanges commerciaux entre le Sultanat et son voisin saoudien se sont en outre élevés à près de 2,4 Md USD en 2020 selon le *Centre national pour les statistiques et l'information* (NCSI). Dans le détail, l'Arabie saoudite a représenté 5,2% des importations globales d'Oman (1,1 Md USD) et 4,9% de ses exportations (1,3 Md USD).

## INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES

### **Finances publiques : accroissement du déficit au 1<sup>er</sup> semestre 2021**

Selon le *ministère des Finances*, le déficit budgétaire du Sultanat d'Oman s'est élevé à 2,9 Md USD (1,1 Md OMR) au 1<sup>er</sup> semestre 2021, en hausse de 34,1% en g.a. Dans le détail, les recettes publiques ont diminué de -9,7%, à 11,3 Md USD. Ces dernières ont été pénalisées par la baisse de -11,6% des revenus du pétrole (5,9 Md USD), en raison notamment d'un recul de la production (952 000 barils/jour) et du prix moyen du baril (52 USD en moyenne au 1<sup>er</sup> semestre 2021). Les recettes gazières ont affiché dans le même temps une baisse plus limitée de -1,9% (à 1,9 Md USD). Les revenus non-hydrocarbures ont pour leur part diminué de -10,3% en dépit de l'introduction – partielle – de la TVA à 5% en avril 2021.

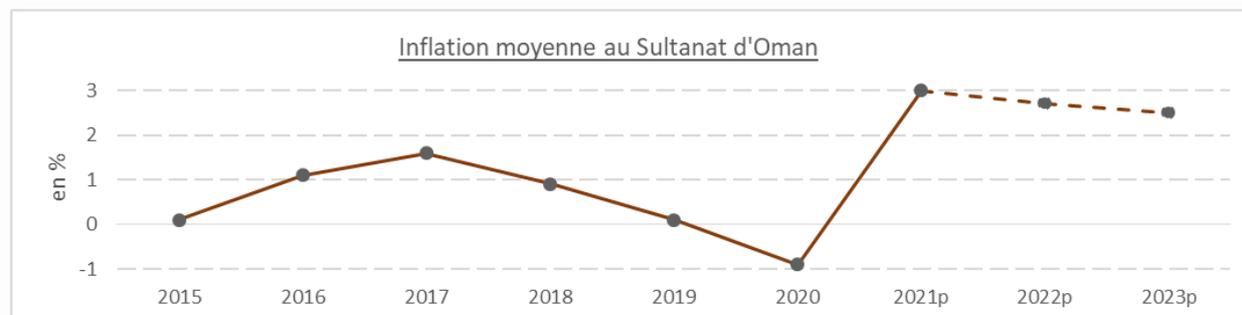
Les mesures d'austérité budgétaire mises en œuvre par les autorités se sont en outre traduites par une réduction des dépenses publiques de -3,3% en g.a. au premier semestre 2021, à 14,2 Md USD. Dans le détail, la baisse des dépenses courantes s'est élevée à -6,4% selon *NCSI*, avec un effort ayant principalement porté sur les ministères civils (-8,1% ; à 5,1 Md USD). Fortement sollicité un an auparavant, le poste défense et sécurité a quant à lui progressé sur la période (+5,8% ; à 3,7 Md USD). En dépit de la création officielle de la holding publique *Energy Development Oman* (EDO) fin 2020, les dépenses liées à la production de pétrole et de gaz apparaissent par ailleurs toujours dans le budget de l'Etat. Ces dernières se sont ainsi élevées à 1,8 Md USD au 1<sup>er</sup> semestre 2021, en hausse de 28,3% en g.a. Les dépenses d'investissement dans la sphère publique ont pour leur part progressé de 11,9%, à 783 M USD. Le montant de la charge de la dette est demeuré élevé (1 Md USD), soit près des 10% des dépenses courantes.

Selon l'agence de notation *Standard & Poor's*, qui vient de réviser la perspective de la note souveraine d'Oman (B+) de stable à positive, en raison notamment de la hausse des cours du pétrole et de la mise en œuvre d'un plan de consolidation budgétaire par les autorités, le déficit public pourrait atteindre -4,2% du PIB en 2021.

### **Inflation : légère hausse des prix observée sur les huit premiers mois de l'année 2021**

Selon les données de *NCSI*, l'inflation moyenne s'est élevée à +0,5% sur les huit premiers mois de 2021 en comparaison annuelle. Dans le détail, cette légère hausse générale des prix a été principalement alimentée par l'augmentation de +2,2% des prix du *transport* (19,3% de l'indice général des prix à la consommation), alors que les coûts du *logement*, y compris eau, électricité et gaz (soit 34,7% de l'indice en cumulé), sont demeurés stables sur cette même période. En dépit des hausses des prix des boissons non-alcoolisées, du poisson, du pain et des céréales, le poste *alimentation* (16,8% de l'indice) a affiché pour sa part un léger repli (-0,4%), grâce

principalement à un recul significatif des prix des fruits et des légumes. 488 produits alimentaires de base se voient en outre appliqués une TVA à 0% par les autorités omanaises. D'autres postes de dépenses bénéficient par ailleurs d'une exemption de TVA, comme les produits et services liés à la *santé* (prix stables) et à l'*éducation* (+0,2%). Selon le FMI, l'inflation moyenne devrait s'établir à +3% en 2021, après -0,9% en 2020.



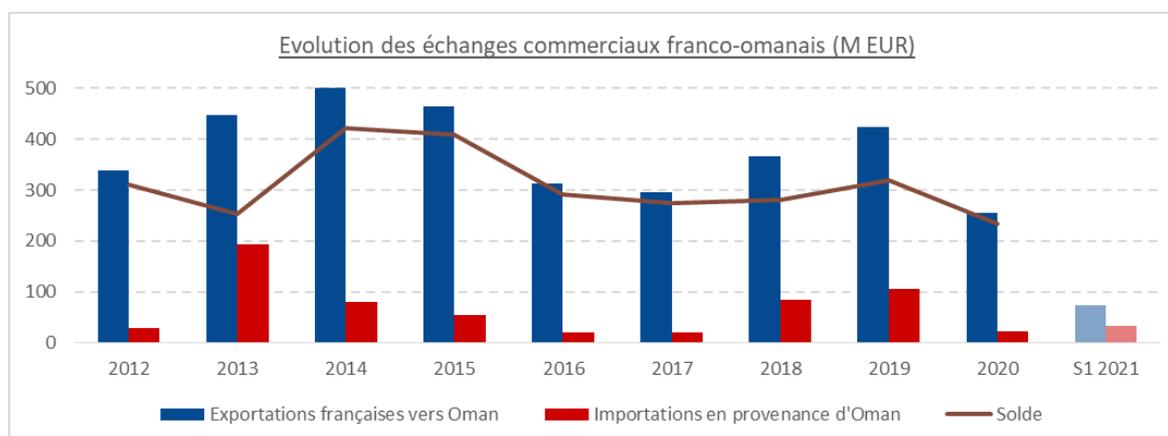
Source : FMI

### **Recul des échanges commerciaux entre la France et Oman au 1<sup>er</sup> semestre 2021**

Le commerce bilatéral entre la France et Oman s'est élevé à 106 M EUR au premier semestre 2021, en baisse de -8,3% en glissement annuel. Cette régression résulte principalement d'un recul significatif de nos exportations vers Oman au premier semestre 2021 (-30% en g.a. ; à 74 M EUR), dans un contexte sanitaire marqué par une fermeture du Sultanat plus prononcée qu'au premier semestre 2020. Nos importations en provenance d'Oman, principalement constituées de *Produits pétroliers raffinés et charbon coke*, ont été multipliées par trois dans le même temps (à 32 M EUR).

Dans le détail, les principaux postes d'exportations françaises vers Oman ont été les *Machines industrielles et agricoles* (14,5 M EUR) et le *Matériel de transport* (8 M EUR), bien que tous deux en forte baisse, ainsi que les *Produits pharmaceutiques* (10,9 M EUR) et les *Produits informatiques, électroniques et optiques* (10,1 M EUR), qui ont mieux résisté. Avec une part de marché estimée par les autorités omanaises à 0,8% (à fin mai 2021), la France constitue le 21<sup>ème</sup> fournisseur d'Oman (27<sup>ème</sup> en 2020), derrière les Emirats arabes unis (45,1%), la Chine (6,3%), l'Inde (5,1%) et nos principaux concurrents européens, notamment l'Allemagne (4,4%).

A noter toutefois que le volume des exportations françaises vers Oman est en partie « sous-estimé » par le rôle de plateforme logistique régionale joué par Dubaï, principale porte d'entrée des exportations au Sultanat – les statistiques françaises prennent en effet en compte le pays de destination tel qu'il est connu au moment de l'exportation, qui peut dès lors ne pas être le pays de destination finale. Dans ce contexte, notre excédent commercial vis-à-vis d'Oman s'est élevé à 42 M EUR au 1<sup>er</sup> semestre 2021. Pour mémoire, l'excédent commercial français vis-à-vis d'Oman avait atteint 233 M EUR en 2020 et 319 M EUR en 2019.



Source : Douanes françaises

## INFORMATIONS SECTORIELLES

### **Hydrocarbures : PDO démarre ses activités de production sur le site de Yibal Khuff**

La compagnie pétrolière nationale *Petroleum Development of Oman* (PDO) a démarré en septembre la production de pétrole et de gaz sulfureux (*sour oil and gas*) au sein du nouveau complexe intégré *Yibal Khuff*, situé à 350 km au sud-ouest de Mascate. Développé depuis 2015 avec le soutien de la société britannique *Petrofac*, le projet a nécessité le forage et le raccordement de 47 puits, ainsi que la construction d'installations de traitement, pour un coût total de près de 1 Md USD selon la revue spécialisée *MEES*. La production quotidienne totale du site pourrait atteindre à terme jusqu'à 5 millions de mètres cubes de gaz et près de 20 000 barils de pétrole brut. A noter que le baril de pétrole brut d'Oman s'échangeait à plus de 75 USD sur le *Dubai Mercantile Exchange* fin septembre 2021, soit son plus haut niveau depuis trois ans.

### **Complexe pétrogazier intégré de Yibal Khuff**



### **E-commerce : un marché omanais à fort potentiel selon un cabinet d'étude**

Encore assez peu développé au Sultanat, en comparaison notamment avec les pays voisins (Emirats arabes unis, Arabie saoudite), le marché omanais du commerce en ligne (*e-commerce*) a été évalué à près de 2,2 Md USD en 2020 par le cabinet de conseil *Mordor Intelligence*. Porté par la diffusion de l'Internet mobile et l'évolution des pratiques de consommation, notamment dans le contexte de la crise sanitaire, le marché pourrait croître à un rythme annuel de 20% selon le cabinet indien, pour atteindre plus de 6,5 Md USD d'ici 2026.

A l'heure actuelle, le marché du commerce en ligne omanais est dominé par quelques acteurs internationaux tels qu'*Amazon*, *eBay* et *AliExpress*. Vêtements, produits de beauté, biens alimentaires, billets d'avions, services hôteliers, musique, ainsi que de l'ameublement et des matériaux de construction en provenance de Chine, comptent parmi les principaux biens et services vendus en ligne selon *Mordor Intelligence*. Ces dernières ne représentent toutefois encore qu'une infime minorité des ventes de détails en Oman. De fait, seulement 8% des consommateurs du Sultanat auraient effectué un achat en ligne depuis leur téléphone mobile en 2020.

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Mascate.

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Économique de Mascate

Rédigé par : Tom Crance, Fabien Gleizes

Revu par : Fabien Gleizes  
Chef du Service Économique de Mascate

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/OM>